



# L'OPINION PUBLIQUE.

“Veritas Prævalebit.”

VOL. I.

VENDREDI, 9 JUIN, 1893.

No. 26.

## L'OPINION PUBLIQUE.

Rédacteur en chef.....Louis-H. Taché.  
809, bâtisse de la New-York Life,  
Bureau de poste, boîte 1579.

Éditeur, secrétaire de la rédaction et administrateur.....Edouard Delpit.  
715, bâtisse de la New-York Life,  
Bureau de poste, boîte 2071.

Prière de faire toutes remises d'argent par lettre enregistrée ou mandat postal.

### ENTRE NOUS.

Le long du quai les grands vaisseaux,  
Que la houle incline en silence,  
Ne prennent pas garde aux berceaux  
Que-la main des femmes balance.

Mais viendra le jour des adieux,  
Car il faut que les femmes pleurent  
Et que les hommes curieux  
Tentent les horizons qui leurrent.

Et ce jour-là les grands vaisseaux,  
Fuyant le port qui diminue,  
Sentent leur masse retenue  
Par l'âme des lointains berceaux.

S. P.

Nos lecteurs n'ont pas oublié l'accident terrible dont a été victime tout récemment le sympathique rédacteur de la *Vérité*. En se levant avec trop de précipitation, il mit le pied sur sa plume et se fit une légère piqûre. Se rendant bien compte de l'extrême gravité d'une blessure occasionnée par un aussi dangereux instrument, il ordonna immédiatement d'appeler un médecin catholique. Tout d'abord, celui-ci espéra enrayer le mal assez facilement. Hélas ! il avait compté sans la violence du poison.

Trois éminents praticiens de Québec viennent d'être appelés en consultation ; mais la gravité extraordinaire de la maladie les a tellement embarrassés et inquiétés qu'ils ont refusé de se prononcer sur l'état du patient.

Voici tout ce que l'on a pu savoir : les médecins prétendent que le venin du serpent à sonnettes, le plus violent connu jusqu'ici, est tout-à-fait insignifiant à côté de celui de l'instrument qui a causé ce déplorable accident.

Les antiseptiques les plus énergiques sont restés sans effet. Les médecins ont déclaré que la seule chance de salut était la succion du venin par une personne dévouée. A cet effet, plusieurs amis du malade ont proposé de se mettre en campagne ; ils doivent se présenter de préférence dans les communautés dont le rédacteur de la *Vérité* s'est constitué depuis longtemps le défenseur attitré, et ils ne doutent pas de trouver enfin une per-

sonne dont le dévouement et la reconnaissance seront assez grands pour consentir à risquer sa vie à cette besogne alléchante.

Si leurs démarches demeurent infructueuses, tout espoir de sauver la pauvre victime devra être abandonné.

Il est impossible de donner une instruction supérieure à tous les enfants qui fréquentent les écoles élémentaires, comme il est aussi impossible que toute la jeunesse qui désire s'instruire puisse suivre un cours classique. Ce qui manque, ce sont des écoles supérieures, des *high schools*.

Les noms pompeux d' "académies" et d' "instituts" qu'on a donnés à certaines écoles privées et publiques, montées à grands frais, ne sont que des leurres pour y attirer les enfants de ceux qui peuvent payer plus cher que les autres. Que le public ne s'y laisse pas tromper. Le nom n'y fait rien ; ce sont les cours et les capacités des professeurs qui indiquent le rang que doit occuper une école. Parce qu'une école sera installée au milieu d'un jardin et portera le titre d'*Académie Châteaubriand* et qu'une autre sera placée sur une rue aristocratique et s'appellera l'*Institut du Mont-Parnasse*, si les élèves n'y apprennent rien, ce ne seront toujours que des écoles de troisième ordre, des écoles *élémentaires*.

Il n'y a pas longtemps, un député de cette ville, le représentant de la division Saint-Louis, a cru devoir élever la voix pour attirer l'attention de la chambre de commerce sur l'imperfection de l'enseignement de nos écoles : le public lui en sera reconnaissant. C'est le devoir de tout homme intelligent d'essayer d'élever le niveau de l'instruction de la jeunesse. Les députés sont bien ceux qui peuvent faire comprendre l'importance de cette question et mettre en garde avec autorité les pères de famille contre un système dont ces derniers sont souvent les dupes.

Le gouvernement fédéral va faire des changements au tarif, créer des relations commerciales nouvelles, établir un service de steamers rapides et tâcher de faire des arrangements commerciaux avec les États-Unis.

La réussite de ces projets, qui sont sur le tapis vert du conseil, me dit-on, ferait beaucoup, avec l'immense patronage d'un gouvernement au pouvoir, pour lui assurer un nouveau bail administratif.

La grande convention libérale du 20 juin paraît admirablement organisée. Elle ne pourra manquer d'amener de bons résultats : la confiance, l'enthousiasme, le dévouement aux chefs et au parti. Mais ces sentiments s'effacent avec le temps, et si les élections générales n'ont pas lieu avant deux ans et demi, je doute que l'on se rappelle alors les bonnes résolutions d'aujourd'hui.